

# PREFECTURE du VAR

Colore  
Fait  
DB  
15/4/97

→ Exemplaire pour DET  
pour info  
Touche l. 15-4-97

4/7

**ARRETE** en date du 28 mars 1997  
portant autorisation d'exploiter un dépôt de transit d'huiles usagées  
- Commune du LUC-EN-PROVENCE -

Mod 24/02/2014

**Le PREFET du VAR,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet susvisée,

**VU** la demande reçue le 29 janvier 1996, présentée par M. Guy CULARD, Gérant de la S.A.R.L. « Service de Ramassage des Huiles Usagées (SE.RA.HU.) », dont le siège social est : 68, chemin de la Campanette - 06800 CAGNES-SUR-MER, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un dépôt de transit d'huiles usagées, sur le territoire de la commune du LUC-EN-PROVENCE,

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 avril 1996 portant ouverture de l'enquête publique du 13 mai au 14 juin 1996, relative à cette demande,

**VU** l'avis émis par le commissaire-enquêteur,

**VU** les avis réglementaires prononcés dans le cadre du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, notamment dans son article 9,

**VU** l'avis formulé par le Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 11 décembre 1996,

**Sur Proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,

.../...

# ARRETE :

## Article 1er.-

- 1.1. - La Société Service de Ramassage des Huiles Usagées (SE.RA.HU) dont le siège social est 68 Chemin de la Campanette - 06800 CAGNES sur MER est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées au paragraphe 1.3 du présent article dans son établissement situé sur le territoire de la commune de LE LUC EN PROVENCE (VAR) - ZI des Lauves - Avenue Henri Becquerel (lot n° 22 B) - Parcelle n° 4286 section G 4.
- 1.2 - Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.
- 1.3 - Les activités autorisées de l'établissement, et l'importance de chacune, sont reprises dans le tableau ci-après :

NC = Non classée ; A = Autorisation ; D = Déclaration

Désignation	N° de classement	Descriptions	Classe	Importance
Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	167 A	Stockage transit d'huile usagée	A	8 citernes métalliques aériennes 1 x 60 m <sup>3</sup> , 2 x 40 m <sup>3</sup> , 1 x 30 m <sup>3</sup> à axe horizontal 4 x 30 m <sup>3</sup> à axe vertical.
Transit de produits résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages.	-	Stockage transit de filtres à huiles, à gasole et à essence, batteries, liquides de frein, de refroidissement et de lave glace, solvants non chlorés de nettoyage, chiffons et matériaux souillés	NC	Surface totale de l'entrepôt : 170 m <sup>2</sup> .

Modifié par APC du 26 FÉVRIER 2014  
voir pages suivantes.

.../...

MODIFIÉ PAR APC 26/02/2014

Rubrique	Libellé de l'activité	Nature de l'activité	Régime (1)
2717-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.</p> <p>2) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale au seuil A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Quantité maximale de substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement et répondant aux critères du 2) ci-contre, susceptible d'être présente dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 207 t au niveau des 6 cuves de stockage contenant des huiles noires usagées,</li> <li>- 3 t au niveau de la cuve de 3 m<sup>3</sup> contenant des solvants usagés,</li> <li>- 10,5 t au niveau de la cuve de 10,5 m<sup>3</sup> contenant des liquides de refroidissement usagés,</li> <li>- 5,5 t au niveau de la cuve de 5,5 m<sup>3</sup> contenant des carburants usagés</li> <li>- 70,2 t au niveau des déchets conditionnés relevant de la famille des « solvants » et des déchets dangereux contenant des huiles et des hydrocarbures (cf l'annexe 3 du guide méthodologique pour l'évaluation du classement des installations, en date du 10 janvier 2011), résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages, à savoir notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ filtres à huile et carburant usagés</li> <li>➤ liquides de refroidissement, de frein, de transmission hydraulique, de lave glace usagés</li> <li>➤ solvants, diluants usagés, chlorés ou non</li> </ul> </li> </ul> <p>soit une quantité totale de 296,2 t .</p>	A

MODIFIÉ PAR APC 26/02/2014

2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>1) La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</p>	<p>Quantité maximale de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement et répondant aux critères de classement dans cette rubrique, susceptibles d'être présente dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 33 t au niveau des deux cuves (de 30 + 3 m<sup>3</sup>) contenant un mélange d'eau (≈ 90%) et d'hydrocarbures (≈10 %)</li> <li>- 14,4 t au niveau des déchets conditionnés relevant de la famille des « pâteux » (cf l'annexe 3 du guide méthodologique pour l'évaluation du classement des installations, en date du 10 janvier 2011), résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages, à savoir notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les emballages métalliques ou</li> <li>➤ plastiques souillés par des produits dangereux</li> <li>➤ les chiffons (papier ou textile)</li> <li>➤ souillés par des produits dangereux</li> <li>➤ les peintures, mastics, colles,</li> <li>➤ résines</li> </ul> </li> <li>- 35,4 t au niveau des batteries automobiles.</li> </ul> <p>soit une quantité totale de 82,8 t.</p>	A
--------	---	---	---

(1) A : Autorisation, D : Déclaration ; C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du code de l'environnement ; NC : non classable.

## TITRE PREMIER -A-

### REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

#### Article A1 – Conditions générales de l'autorisation

##### A1.1 – Caractéristiques de l'établissement

L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale le stockage en transit d'huiles usagées et divers produits souillés provenant de l'entretien des véhicules dans les garages.

Il comprend :

- des stockages en citernes fixes avec poste de transfert
- des stockages en conteneurs et fûts sous abris
- un garage abris pour véhicules et engins de manutention
- un local pour le bureau et le personnel.

##### A1.2 – Conformité aux plans et données techniques.

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

##### A1.3 – Règlementation de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté du 20 août 1985 de Mme le Ministre de l'Environnement relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 31 mars 1980 de M. le Ministre de l'Environnement et de la Qualité de la Vie portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

.../...

#### A1.4 – Règlementation des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'article 1er du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part, aux prescriptions générales relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions générales applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

#### Article A2.- Prévention de la pollution des eaux

##### A2.1 : Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs, ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux, et récupérer les eaux d'extinction d'incendie.

Les évacuations dans le sous-sol sont interdites.

Le réseau des caniveaux et égouts assure la collecte séparée :

- des eaux sanitaires qui doivent être traitées conformément au Règlement Sanitaire Départemental
- des eaux pluviales des toitures, qui sont réputées non polluées
- des eaux en contact avec les produits polluants, eaux de pluie lessivant les sols, effluents polluants, qui doivent être traités pour respecter les dispositions du présent article, avant mélange avec les deux autres catégories d'eau précitées.

##### A2.2 – Récupération des produits

Les stockages, ateliers, collecteurs, réseaux sont étudiés pour garantir le maintien et la récupération des déversements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie contaminées à l'intérieur de l'établissement. L'établissement doit être équipé d'un bassin de confinement de 120 m<sup>3</sup> constitué par les aires de circulation et de stationnement.

Au besoin, les collecteurs de l'établissement sont équipés d'un ou de dispositifs tels que bassin tampon ou obturateur.

L'exploitant conçoit ses installations pour garantir la pérennité des parois des cuvettes de rétention et bassins.

Le transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes à partir de véhicules citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel. L'émission de vapeurs toxiques ou corrosives à l'occasion des transvasements est interdite.

.../..

### A2.3 – Conditions de rejet

Les effluents liquides susceptibles d'être pollués, évacués en circuit ouvert, y compris les eaux pluviales, doivent être traités et contrôlés avant rejet dans le milieu naturel. L'installation de traitement comporte au moins un décanteur, un déshuileur.

Les points de rejet des eaux et effluents susceptibles d'être pollués sont au nombre de : un.

Ils doivent permettre la réalisation de mesures de débit, et comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements. Les points de contrôle se situent en amont du mélange avec les eaux sanitaires et les eaux des toitures non polluées.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

### A2.4 – Normes de rejet

Les eaux et effluents susceptibles d'être pollués, rejetés hors de l'établissement de façon permanente ou occasionnelle doivent présenter, avant dilution, les caractéristiques suivantes:

#### - Normes instantanées

5,5 < pH < 8,5

t. < 30° C

Hydrocarbures < 5 mg/l

Normes T 90 203

MES < 30 mg/l

DBO5 < 30 mg/l

sur effluent brut non décanté

DCO < 125 mg/l

sur effluent brut non décanté

N (global) < 10 mg/l.

#### - Débit

L'unité de décantation – déshuilage doit pouvoir traiter les eaux collectées sur les aires susceptibles d'être polluées, lors des orages, au débit minimal de 8 l/s.

### A2.5 – Règles d'exploitation

L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toutes origines. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier, les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires, et les résultats des contrôles de la qualité des rejets est régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Le matériel de stockage, de transfert, de circulation et d'épuration doit être périodiquement contrôlé. Une procédure définit l'ensemble de ces contrôles avec leurs périodicités journalières, hebdomadaires, mensuelles.

.../...

## **A2.6 – Analyses et mesures**

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées il doit être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées, et à leurs analyses. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

## **Article A3.- Prévention de la pollution atmosphérique**

### **A3.1 – Principes généraux**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites est interdite.

### **A3.2 – Conditions de rejet**

Toutes les émissions gazeuses diffuses ou non doivent être captées, canalisées et respecter les principes fixés à l'article A3.1 ci-dessus ; il en est en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

### **A3.3 – Règles d'exploitation**

L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

### **A3.4 – Analyses et mesures**

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il doit être procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les prélèvements et analyses doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

## **Article A4.- Prévention du bruit**

### **A4.1 – Principes généraux**

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969.

.../...

#### **A4.2 – Normes**

La zone où se situent les installations visées par le présent arrêté, est considérée comme zone à prédominance d'activités industrielles et commerciales.

Le niveau de bruit limite (Li), mesuré en dB (A), en limite de propriété, est de :

- les dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures = 60 dB (A)
- aux autres périodes de la semaine de 7 heures à 20 heures = 65 dB (A)  
de 22 heures à 6 heures = 55 dB (A)  
de 6 heures à 7 heures  
et de 20 heures à 22 heures = 60 dB (A)

#### **A4.3 – Règles d'exploitation**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **A4.4 – Mesures**

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles doivent être effectuées à la demande de l'inspecteur des Installations Classées. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **Article A5.- Elimination des déchets**

##### **A5.1 – Principes généraux**

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influence néfaste sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et les paysages et, plus généralement qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

##### **A5.2 – Contrôle de la production et de l'élimination des déchets**

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés :

- . les quantités produites au fur et à mesure de leur apparition,
- . leur origine,
- . leur nature,
- . leur destination.

Ce registre est tenu, pendant un délai d'au moins deux ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

### **A5.3 – Stockage temporaire des déchets**

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants doivent être traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

### **A5.4 – Traitement et élimination des déchets**

Le traitement et l'élimination des déchets peuvent être réalisés soit par l'exploitant, soit par une entreprise spécialisée ou un tiers. Dans tous les cas ils sont réalisés conformément aux prescriptions de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et de ses textes d'application.

Dans le cas où l'exploitant procède lui-même à l'élimination, il doit obtenir au préalable l'accord de l'autorité préfectorale sur le procédé utilisé.

Dans le cas où il est fait appel à une entreprise spécialisée ou un tiers, ceux-ci doivent préalablement obtenir l'acceptation de l'Inspecteur des Installations Classées.

## **Article A6.- Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

### **A6.1 – Principes généraux**

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

### **A6.2 – Règles d'aménagement**

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire aux prescriptions du décret n° 88-1454 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail pour les vérifications sur mise en demeure.

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

### **A6.3 – Matériel électrique**

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Dans les zones à risque d'explosion, ou contenant une atmosphère explosive, les installations électriques doivent être d'un type dit "de sûreté" conforme aux normes NFC 23 514 à NFC 23 520 (A.M. du 31/03/1980).

### **A6.4 – Dispositifs de lutte contre l'incendie**

Un réseau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Les installations comprennent :

- 1 poteau d'incendie de 100 mm normalisé, débit 1000 l/mn, pression dynamique 1 bar placé à proximité de l'établissement
- des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques
- une réserve de 150 litres d'émulseur synthétique en bidons de 20 litres, disposée dans un abris à proximité de l'accès de secours.

Le nombre, le type, d'emplacement des moyens de lutte, sont déterminés en accord avec les sapeurs pompiers.

### **A6.5 – Règles d'exploitation "Incendie et explosion"**

Des consignes doivent prévoir :

- . les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie,
- . l'exécution des rondes de surveillance,
- . la conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

#### **Article A7 – Surveillance générale des installations**

L'exploitant établit des consignes et des listes de vérifications à effectuer périodiquement, à chaque démarrage, toutes les semaines, tous les mois.

Elles portent notamment sur l'état des structures, du matériel, des équipements, sur le fonctionnement des engins et machines, qu'ils concernent les stockages, la production, ou la protection de l'environnement.

#### **Article A8 – Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident**

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit, dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télécopie...) l'autorité préfectorale et l'Inspecteur des Installations Classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## TITRE SECOND – B –

### REGLES S'APPLIQUANT A CERTAINES INSTALLATIONS OU ATELIERS PARTICULIERS

#### Article B1. – Emprise

L'établissement doit être entouré d'une clôture de 2 m de haut au moins. Les accès sont fermés à clé en dehors des heures d'activité.

#### Article B2 – Dépôt d'huiles usagées

##### 1 – Constitution

Le stockage d'huiles usagées est constitué de réservoirs fixes aériens, métalliques, indépendant les uns des autres.

L'ensemble cuves, cuvettes de rétention, aire de dépotage, pomperie, canalisations doit être couvert par un auvent.

##### 2 – Rétention

Le dépôt d'huiles usagées doit être contenu dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins, égale à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- . volume du plus grand réservoir contenu
- . moitié du volume total des réservoirs contenus dans la cuvette.

Le bord de la cuvette de rétention ne doit pas être à moins de 6 mètres, de la limite de propriété.

Les parois maçonnées des cuvettes de rétention doivent pouvoir résister à la poussée des produits éventuellement répandus, et avoir une stabilité au feu de degré 4 heures.

##### 3 – Emplacements de dépotage et des pompes

Les aires de dépotage doivent être étanches. Elles présentent une pente suffisante pour permettre la collecte en un réceptacle étanche de la totalité des produits susceptibles de se répandre accidentellement.

La pomperie et les canalisations doivent être placées au-dessus des aires et cuvettes de récupération et de rétention.

.../...

#### 4- Réservoirs

Les réservoirs métalliques doivent être construits en acier soudable, conformes à la norme NF M-88 512.

- Le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égal à 1, doit être au plus égal à 50% de la résistance à la traction.
- Les réservoirs doivent être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise pas de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.
- Les réservoirs doivent subir, sous le contrôle d'un service compétent
  - un essai hydraulique de résistance à une surpression de 5 millibars
  - une essai hydraulique d'étanchéité par une mise en dépression de 2,5 millibars.
- Les réservoirs doivent être maintenus solidement

#### 5 - Canalisations, vannes, pompes, équipements

- Les canalisations entre pomperie et réservoirs doivent être fixes et métalliques, visibles et visitables, identifiées aux réservoirs qu'elles desservent. Les tuyauteries flexibles utilisées pour le chargement et le déchargement doivent être aussi réduites que possible.
- Le matériel d'équipement ne doit pas être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, fixations..., et doit être en acier exempt de fragilité.
- La pomperie et les équipements doivent être protégés des chocs, et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques, ou électrolytiques.

#### 6 - Jaugeage

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif automatique de jaugeage permettant de connaître à tout moment, le volume du liquide contenu.

Avant chaque remplissage, l'opérateur doit contrôler que le réservoir est capable de recevoir la quantité de liquide à transférer sans risque de débordement.

#### 7 - Raccords

Les raccords de dépotage doivent être conformes aux normes.

En dehors des opérations de transfert, l'orifice de chaque canalisation doit être fermé par un obturateur étanche.

.../...

## 8 - Events

Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évents fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de transfert. Ils doivent être protégés de la pluie, et être placés au-dessus des rétentions.

## 9 - Mise à la terre

Les réservoirs doivent être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance inférieure à 100 ohms.

Tous les équipements métalliques de la station, y seront raccordés en permanence par une liaison équipotentielle de mise à la terre.

Pour les opérations d'empotage et de dépotage, le branchement des tuyaux flexibles ne se fait qu'après avoir établi la liaison équipotentielle du véhicule citerne avec les réservoirs.

## 10 - Exploitation

Les opérations de déchargement et de chargement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport de matière dangereuses.

## 11 - Registre entrées et sorties

L'exploitant doit noter sur un registre, les entrées et sorties d'huiles usagées transitant dans la station, en précisant :

- pour chaque arrivage, le nom du producteur ou fournisseur, la date, la nature et la quantité d'huiles usagées
- pour chaque expédition, le nom du régénérateur ou de l'unité de traitement autorisée destinataire, la date, la nature, la quantité et les différentes origines des huiles usagées expédiées.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Une déclaration mensuelle des enlèvements d'huiles usagées est adressée à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, au titre de ramasseur agréé pour le département du Var.

## 12 – Echantillonnage d'huiles usagées

Afin de permettre les enquêtes, vérifications et contrôles qui pourraient s'avérer nécessaires, l'exploitant doit effectuer de façon systématique un échantillonnage représentatif de chaque lot d'huile enlevé chez les producteurs et sur le véhicule citerne d'expédition.

Les échantillons sont conservés jusqu'à réception et acceptation par l'éliminateur.

L'exploitant informe l'éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un lot d'huile usagée en cours d'exploitation.

## Article B3 – Récupération des produits résultant de l'entretien de véhicules et de l'activité des garages

### 1 – Produits

Les filtres à huile, à gasole et à essence, les batteries, les liquides de frein, de refroidissement et de lave glace, les solvants non chloré de nettoyage, les chiffons et matières souillées doivent être placés séparément dans des conteneurs et récipients étanches spécifiques, résistant aux agressions mécaniques et chimiques.

### 2 – Séparation des risques

Les conteneurs et récipients sont disposés de façon à séparer les risques liés aux spécificités des produits contenus, et ne pas mettre côte à côte des produits chimiquement incompatibles.

### 3 – Constitution du local de stockage

L'ensemble des conteneurs et récipients est placé dans un local

- ventilé en partie haute et basse
- dont la couverture est incombustible.
- dont les parois sont maçonnées ; de plus, la paroi côté citernes de stockage d'huiles usagées est coupe feu de degré 2 heures sans ouverture, avec retour de 1 m
- possédant des issues de secours donnant sur l'extérieur
- dont le sol étanche inattaquable par les produits, forme des cuvettes de rétention
  - . séparées compte tenu des incompatibilités chimiques des produits susceptibles de s'y répandre
  - . de capacité au moins égale à la plus grande des valeurs ci-après = volume du plus grand conteneur ou récipient, moitié de la somme des volumes des conteneurs et récipients associés.

### 4 – Exploitation

Les manipulations des produits sont organisées de façon à ne pas détériorer les conteneurs, les fûts, les produits eux-mêmes, et à éviter l'écoulement des liquides contenus.

.../...

## TITRE TROISIEME C

### DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

#### **Article C1 - Annulation et déchéance**

La présente autorisation cessera de porter effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure

#### **Article C2 - Accident ou incident**

L'exploitant devra déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

#### **ARTICLE C3 - Permis de construire**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

#### **ARTICLE C4 - Code du Travail**

Les conditions ainsi fixées ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposés aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

#### **ARTICLE C5**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE C6 - Cessation d'activité**

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera aussitôt le Préfet. Il remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

#### **ARTICLE C7- Transfert des installations et changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une nouvelle demande d'autorisation.

**ARTICLE C8.**

L'exploitant devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspecteur des installations classées et par les agents commis à cet effet.

**ARTICLE C9.**

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et sera tenu de le présenter à toute réquisition.

**ARTICLE C10.**

Les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE C11.**

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation des installations rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et la sécurité publiques, et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

**ARTICLE C12.**

1) Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée en mairie du LUC-EN-PROVENCE.  
2) Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois.  
Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte.
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

**ARTICLE C13.**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,

Le Maire du LUC-EN-PROVENCE,

L'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 28 mars 1997

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Pascal MAILHOS

Pour Ampliation  
Le Chef de Bureau



Martine VAILLANT